

# Le pouvoir aux travailleurs

22 OCT. 1996

N° 39

PRIX: 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)  
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL:</u>	
- VIOLENCE POLICIERE, CHASSE AUX "ENFANTS DE LA RUE", OPERATION DEGUERPISSEMENT: HALTE A L'OFFENSIVE DES RICHES CONTRE LES PAUVRES! .....	2 - 3
- "RENAISSANCE" DU FPI OU D'UN PROGRAMME MORT-NE? .....	4 - 5
- BEDIE A ROME UNE SOLUTION ECULEE CONTRE LA FAIM .....	5 - 7
- FAO: ENCORE UNE JOURNEE MONDIALE POUR RIEN! .....	7 - 8
- LE TRAVAIL DES ENFANTS: UN DES ASPECTS DU SYSTEME CAPITALISTE .....	8 - 9
- EXCISIONS, MARIAGES FORCES: IL FAUT QUE CES PRATIQUES D'UN AUTRE AGE CESSENT .....	10
- "BEDIE EN GUERRE CONTRE LA FAIM ET LA MALNUTRITION": LA BELLE FARCE! .....	10 - 11
- LA SORCELLERIE, LES PROPHETES GUERISSEURS, LES SECTES RELIGIEUSES, LES MEURTRES RITUELS, PROLIFERENT PAR CES TEMPS DE CRISE .....	13 - 14
- AFGHANISTAN : LES TALIBANS VEULENT INSTALLER UNE DICTATURE ISLAMISTE MOYENAGEUSE .....	14 - 15

**VIOLENCE POLICIERE, CHASSE AUX "ENFANTS DE LA RUE",  
OPERATION DEGUERPISSEMENT:  
HALTE A L'OFFENSIVE DES RICHES CONTRE LES PAUVRES!**

Pour commémorer la journée mondiale de l'alimentation, Bédié vient d'effectuer un voyage à Rome. Il est content de lui et du bilan de son équipe en matière d'alimentation. Il est vrai que Bédié et le cortège qui l'accompagnait n'avait pas l'air de souffrir beaucoup de sous-alimentation. De ce point de vue, quand ils parlent d'"éléphant d'Afrique", on peut dire que ces gens font le poids. La télévision ainsi que les journaux liés au régime ont abondamment les discours creux et mensongers de leur maître. Fraternité-Matin a même poussé l'audace jusqu'à titrer: "Bédié à Rome: Semer les graines de la sécurité alimentaire" ou encore: "L'agriculture ivoirienne à l'honneur".

C'est une véritable injure à l'égard de milliers de gens qui dans ce pays ne mangent pas à leur faim.

Bédié ainsi que les griots qui commentent complaisamment ses déplacements ne sont pas aveugles. Ils n'ont pas le droit d'ignorer qu'en Côte d'Ivoire il y a des gens qui ont tellement faim qu'ils n'ont d'autre choix que de fouiller dans les décharges publiques, pour y trouver des clous, des bouteilles et boites vides ou tout autre objet susceptible de rapporter 3 sous pour survivre.

Ils ne sont pas aveugles au point de ne pas voir tous ces gosses faméliques au regard parfois hagard qui cherchent dans les poubelles de quoi se mettre sous la dent afin de tromper la faim qui tenaille leur estomac.

Non tous ces gens ne sont ni ignorants ni aveugles. C'est bien le ministre "dit de la famille" qui donne le chiffre de 175 000 enfants dans la rue dont 40 000 rien que dans la ville d'Abidjan. Et ce chiffre datant de 1994 est certainement en progression car la situation des masses pauvres ne cesse de se dégrader.

L'appauvrissement conduit inexorablement vers la misère. Misère, chômage, détresse sont le terreau sur lequel se développent à leur tour, insécurité, délinquance, drogue, criminalité. Tous ces facteurs s'alimentent les uns les autres et se transforment inexorablement en cercle infernal.

Les quartiers pauvres deviennent de véritables lieux de damnation où policiers racketteurs et gangs armés tantôt rivaux souvent complices, agissent en toute impunité.

Il ne faut pas compter sur le pouvoir en place pour

trouver une quelconque solution à ces problèmes dramatiques. C'est précisément ce pouvoir ainsi que les privilégiés qui prolifèrent à son ombre, qui se nourrissent des inégalités sociales criantes et de la misère qui en est la conséquence directe.

Ceux qui nous gouvernent n'ont rien trouvé d'autre que d'user de la violence militaro-policière et de la répression.

Les hommes en uniforme organisent de véritables expéditions punitives dans les quartiers pauvres. Ils n'hésitent pas à bastonner sauvagement les jeunes adolescents pauvres et désœuvrés auxquels le système n'a laissé d'autre choix que celui d'errer dans les quartiers.

Ces galonnés sont tellement dressés contre les gens pauvres, qui forment un milieu d'où eux-mêmes sont souvent issus, qu'ils se comportent comme de véritables bêtes sauvages à leur égard.

A Adjamé, quartier Krinjabo, ils organisent des expéditions musclées, déshabillent sans vergogne leurs victimes pour les dépouiller de leurs maigres pièces de monnaie. Ils n'hésitent pas à torturer et parfois abattent purement et simplement ceux qui ne s'aplatissent pas suffisamment devant leurs chaussures à crampons.

Le gouvernement vient de mettre à la disposition des forces de l'ordre du matériel moderne pour sévir de manière plus efficace. Il y en a pour 800 millions de CFA paraît-il.

C'est dans ce même esprit que les autorités doublées par les municipalités ont attribué des uniformes et des matraques à des jeunes voyous pour mener "l'opération déguerpissement".

Les riches ainsi que les pouvoirs publics mènent actuellement une offensive en règle contre les pauvres. Si leur sauvagerie ne rencontre aucune résistance de la part de la population des quartiers pauvres, leur hargne ne connaîtra plus de limite. Mais parfois ils tombent sur un os. C'est ainsi que les bulldozers envoyés par le ministère de l'intérieur pour chasser sous prétexte d'assainissement, les occupants de "Black Market" à Adjamé ont dû rebrousser chemin. Les petits commerçants ainsi que les transporteurs des gares routières ont résisté.

Eh bien! ce que quelques dizaines ou quelques centaines de petits bourgeois ont pu faire pour défendre leur boutique ou leur gare de gbaka, les milliers d'habitants des quartiers populaires pourraient le faire de manière beaucoup plus efficace.

Mais au-delà de la résistance face aux exactions des forces de l'ordre, il est urgent que les travailleurs et avec eux tous ceux qui sont victimes de cette situation inextricable relèvent la tête. Il est urgent que tous ensemble ils affirment à leur manière, haut et fort, que ça suffit comme ça!

**"RENAISSANCE" DU FPI  
OU D'UN PROGRAMME MORT-NE?**

Il y a quelques semaines, un courant politique appelé "Renaissance FPI" a fait son apparition au sein du FPI. Don Mello, un des principaux initiateurs de ce courant politique, a justifié la création de celui-ci par la nécessité de mener un combat pour ramener le FPI qui serait en train de connaître une "dérive droitière" à sa politique initiale de "gauche".

Le FPI revendiquait en effet en 1990, date du début de son existence officielle, la tenue d'une conférence nationale souveraine (CNS) qui devait déboucher sur un gouvernement de transition pour instaurer la "démocratie". Sur le plan économique, il considérait que des secteurs économiques comme l'eau, l'électricité, la poste et le téléphone étaient "stratégiques" et qu'il ne faudrait en aucun cas les privatiser pour sauvegarder l'"indépendance" du pays.

Mais de fait, le FPI ne défend plus toutes ces revendications qui constituaient l'essentiel de son programme de gouvernement. Pour Don Mello, il s'agit là d'un abandon qui remonte à 1992, année où Gbagbo et d'autres dirigeants du FPI, ont été emprisonnés pendant plusieurs mois à la suite d'une marche de protestation contre le gouvernement. Celui-ci avait, en effet, refusé de prendre des sanctions contre des chefs

militaires reconnus responsables des violences sanglantes exercées par des militaires sur des étudiants de Yopougon.

En somme, la direction du FPI aurait mis de l'eau dans son vin par peur d'un nouvel emprisonnement. Mais une telle interprétation est pour le moins superficielle. Car l'année dernière, quand le FPI a jugé nécessaire de faire pression sur le gouvernement pour obtenir des élections "transparentes" et notamment l'annulation du code électoral qui écartait Alassane Ouattara, le candidat potentiel du Front Republicain (dont fait partie le FPI), ce parti n'a pas hésité à appeler ses militants à organiser un "boycott actif" des élections présidentielles. Il y a même des journalistes proches du FPI qui croupissent actuellement en prison, parce qu'ils ont pris le risque d'écrire des articles jugés "offensants" pour le chef de l'Etat.

Non, s'il y a un changement dans la politique du FPI, il doit y avoir des raisons plus profondes. L'expérience de ces dernières années a montré que le programme du FPI a déjà vieilli en quelques années. Par exemple, la CNS que le FPI revendiquait a eu lieu dans des pays comme le Bénin, le Congo et autres, sans qu'il y ait un changement quelconque. Quant à l'aspect économique de son programme, le FPI a fini par se rendre compte

qu'il était dérisoire. Car en quoi la Côte d'Ivoire était plus indépendante avant la privatisation des sociétés qui étaient entre les mains de l'Etat?

La privatisation et d'autres mesures économiques comme la dévaluation ont été imposées par le FMI et la Banque mondiale à tous les pays pauvres, y compris la Côte d'Ivoire. Où est l'indépendance de ce pays qui ne peut même pas décider de sa propre politique?

Au sujet de la politique du FMI, Gbagbo a reconnu lui-même dans une interview publiée en juin dernier dans La Voie (proche de son parti) que cette politique est "incontournable". Alors, s'il admet comme une nécessité la politique du FMI dont la privatisation est un des éléments, il ne lui reste plus qu'à laisser tomber dans l'oubli son programme et à reconnaître que finalement, la politique du FPI n'est pas différente de celle du PDCI (au pouvoir).

Dans ces conditions, si le courant "Renaissance FPI" a pour seul objectif de défendre la politique initiale du FPI, il cherche à faire renaître un programme périmé depuis

longtemps.

Mais au fond, le problème de Don Mello n'est même pas là. Lors du 2ème congrès ordinaire du FPI tenu en juillet dernier, il n'a pas parlé d'un abandon quelconque de programme. Il s'est contenté de revendiquer un peu plus de pouvoir pour le "comité de contrôle" qu'il présidait. Il est vrai que ce comité de contrôle ne contrôlait rien. Mais revendiquer un poste de responsabilité qui ne soit pas une coquille vide, c'est vouloir tout simplement un peu plus de pouvoir à la tête de son parti.

Alors, les discours pour la galerie sont une chose et les réelles motivations, souvent sous-jacentes, une autre. Dans cette lutte pour des places, les ambitions personnelles des uns se heurtent forcément à celles des autres. Don Mello et d'autres cadres du FPI se sentent sans doute marginalisés par ceux qui sont plus confortablement installés dans leur fauteuil.

Mais tout cela est bien loin des intérêts des classes pauvres que les uns et les autres prétendent parfois défendre.

**BEDIE A ROME  
UNE SOLUTION ECULEE CONTRE LA FAIM**

Henri Konan Bédié a été choisi le 16 octobre dernier comme "Président de la Journée mondiale de l'alimentation" par le directeur général de la FAO.

Celui-ci a justifié son choix en ces termes: "depuis quelque temps, nous voyons une relance au niveau de l'agriculture et de l'économie". Et un journaliste

proche du pouvoir renchérisait en, bon griot, que "les responsables du monde entier (...) écouteront très attentivement le discours du Président Bédié afin d'y trouver des recettes pour nourrir leurs populations".

Nous ne savons pas s'il y a dans ce pays une "relance" de l'agriculture, qui serait imperceptible pour les profanes. Mais le fait est que, officiellement, la Côte d'Ivoire dépend "de l'extérieur à hauteur de 50% pour le riz et les produits d'origine animale". Cela veut dire qu'elle est incapable d'assurer la nourriture de la moitié de sa population. Dans ces conditions, si le principal dirigeant de ce pays avait des recettes miracles, il les aurait appliquées depuis longtemps.

Alors, comme on pouvait s'y attendre, il n'y avait rien de nouveau dans la déclaration de Bédié, annoncée à cor et à cri. C'est ce qu'on peut en juger par la conclusion suivante de son fameux discours: "Ainsi la solution du problème de la faim dans le monde passe (...) notamment par le respect des accords internationaux sur les produits de base (des pays pauvres), par un allègement drastique de leur dette extérieure, par la modernisation accélérée de leurs méthodes de production et surtout par la maîtrise de l'eau...".

Ce genre de mesures, inlassablement préconisées et répétées depuis des années dans toutes les rencontres nationales et internationales comme celle qui vient de tenir à Rome, n'ont jamais été prises en compte par

la bourgeoisie impérialiste qui concentre dans ses mains l'essentiel des richesses de ce monde. Alors pourquoi celle-ci prendrait au sérieux l'appel d'un Bédié lancé au nom de "la solidarité humaine"?

Les gens qui nous dirigent font semblant de croire qu'il existe des rapports de "solidarité" entre les hommes dans la société capitaliste, alors qu'il n'y en a pas. L'économie capitaliste est une "économie marchande" ou encore un "marché mondial", comme la définissent eux-mêmes les défenseurs du capitalisme. Or si la société actuelle est un "marché" (ce qui est vrai), il ne peut pas y avoir entre les hommes d'autres rapports que ceux de l'argent.

N'importe quel marché d'un village ou d'une ville est bien à l'image de toute la société actuelle. On ne peut pas s'y rendre pour consommer ce dont on a besoin si on n'a pas d'argent. Un pauvre peut y mourir de faim, s'il n'est pas envoyé en prison comme un voleur. Le seul consommateur qui intéresse le vendeur est un acheteur, c'est-à-dire celui qui a de l'argent.

Dans un marché, tous les moyens sont bons pour s'enrichir: la tromperie, le vol et même le crime, si cela est nécessaire. Dans un tel monde, comment peut-on espérer que le créancier renonce de lui-même à l'argent que lui doit le débiteur? Dans une telle société, comment peut-on s'attendre à ce qu'un riche vienne au secours d'un pauvre?

Alors, c'est vrai, la

société capitaliste regorge des richesses de toutes sortes. Nous disposons aujourd'hui des moyens de faire efficacement face même à certaines catastrophes naturelles auxquelles l'homme était complètement impuissant dans le passé. Peut-être n'avons-nous pas encore les moyens techniques modernes de transformer par exemple le Sahara en terre verdoyante. Par contre ce qui est réalisable dès aujourd'hui, c'est par exemple de stopper l'avancée du désert dans les régions sahéliennes. Ce qui est possible, c'est de construire des retenues d'eau, de ralentir l'appauvrissement des sols arables par un apport d'engrais. Ce qui est possible, c'est de construire des forages afin de pouvoir puiser l'eau dans les immenses nappes phréatiques. Ce qui est possible, c'est de mettre à la disposition des populations de toutes les régions de la planète qui en ont

besoin, les moyens matériels et technologiques immenses que la société amis au point.

Mais il n'y a pas un seul capitaliste au monde pour y investir le moindre argent, s'il n'y voit pas la possibilité d'en tirer un profit personnel.

C'est pourquoi, pour utiliser les richesses de ce monde en fonction des besoins généraux de l'humanité, il faut d'abord les rendre disponibles en les arrachant des mains des riches. Autrement dit, il faut "exproprier les expropriateurs", pour reprendre cette formule de Marx, qui est toujours la seule réponse valable à ce problème apparemment complexe et insoluble qu'est l'exploitation capitaliste. Toute autre tentative contre la faim et la pauvreté dans le monde ne peut être que dérisoire et vaine.

**FAO : ENCORE UNE JOURNEE MONDIALE  
POUR RIEN !**

Le 16 octobre dernier, à Rome, la FAO (un organisme des Nations-Unies, chargé du problème de l'alimentation), a organisé, comme elle le fait depuis 17 ans à cette date, une "Journée mondiale de l'Alimentation" dont le sujet était "Combattre la faim et la malnutrition".

Le rapport qu'a présenté le directeur général de la FAO, Jacques Diouf, était accablant pour la société dans laquelle nous vivons: "Notre planète produit de quoi nourrir chacun

d'entre nous et pourtant 800 millions de nos semblables ne sont pas assurés de manger à leur faim". Un responsable d'un autre organisme des Nations-Unies, chargé cette fois-ci du développement (le PNUD), a ajouté de son côté que c'est 1,3 milliard de personnes qui vivent dans la pauvreté absolue dans le monde.

Mais quand on entend ce genre de propos, les questions qui viennent naturellement à l'esprit sont celles-ci: comment

se fait-il que ces organismes et bien d'autres tels que l'UNICEF (sans même parler des organisations humanitaires non gouvernementales) soient impuissants face à la faim et à la misère qu'ils sont censés combattre? Comment se fait-il que non seulement ils ne font pas reculer la pauvreté dans le monde, mais qu'au contraire celle-ci augmente d'année en année?

Ce constat, ces organismes le font d'ailleurs eux-mêmes, puisque le responsable du PNUD par exemple dit que chaque année il y a 25 millions de personnes qui s'ajoutent au nombre des pauvres. Ils admettent eux-mêmes que les moyens sont là pour mettre fin à la misère, comme l'a dit Jacques Diouf dans ses propos relevés ci-dessus. Celui-ci a d'ailleurs ajouté dans son discours: "Deux milliards d'entre nous souffrent de carences nutritionnelles et, en même temps, dans certains pays l'obésité contribue à la réduction de l'espérance de vie".

Autrement dit, une minorité de l'humanité gaspille les richesses de ce monde pendant que la majorité souffre parce qu'elle n'a même pas le nécessaire. Dans ces conditions, le simple bon sens voudrait qu'il y ait une juste répartition des biens pour que tout le monde puisse avoir droit à une vie décente.

Mais la société capitaliste est folle. Et nous ne pouvons pas attendre d'elle le moindre bon sens. Il faut la détruire et la remplacer par une société qui se fixe comme objectif le bien-être de l'ensemble de l'humanité -et non la seule recherche du profit individuel comme cela est le cas actuellement. Mais cela n'est pas du tout l'objectif des organismes comme la FAO. D'où leur impuissance. Car il est impossible de mettre fin aux inégalités sociales et à la misère qui sont à la base même du capitalisme, si on ne vise pas d'abord à mettre fin à celui-ci.

---

## L E U R S O C I E T E

---

**LE TRAVAIL DES ENFANTS :  
UN DES ASPECTS  
DU SYSTEME CAPITALISTE**

L'UGTCI -véritable antenne du gouvernement au sein de la classe ouvrière- a organisé de concert avec le Bureau International du Travail (BIT) ainsi que 12 autres pays de la sous-région, un séminaire sur le

travail des enfants.

C'est écoeurant de voir tout ce beau monde faire semblant de disserter sur ce problème quand on sait qu'ils sont tous complices dans le maintien et la défense de cet



ordre social qui est à l'origine de ce fait scandaleux.

Même quand la grande bourgeoisie ivoirienne et française n'exploite pas directement le travail des enfants, elle n'en est pas moins les responsables directs. N'est-ce pas eux qui réduisent des milliers de travailleurs au chômage?

N'est-ce pas eux qui diminuent, chaque fois qu'ils le peuvent, le pouvoir d'achat des travailleurs, afin d'augmenter leur profit?

N'est-ce pas eux et le gouvernement de Bédié, tout à leur service, qui empêchent les petites gens de gagner leur vie en cassant leur étalage dans leur sale "opération déguerpissement"?

N'est-ce pas eux, sous la houlette du patronat ivoirien et la déférente collaboration de l'UGTCI qui ont revu le code du travail cette année jusqu'à transformer l'ouvrier en éternel journalier et corvéable à merci?

Alors, de qui ces gens-là se moquent-ils?

Est-il étonnant dans ces conditions d'exclusions, de misère extrême, que les populations pauvres en arrive à compter sur le petit revenu de leurs progénitures pour subvenir aux besoins vitaux de la famille?

Ces gens-là veulent mettre la responsabilité de cette situation sur les parents des enfants qui en sont pourtant eux-mêmes les premières victimes de ce système économique barbare.

Ce ne sont pas les Niamkey, ces fidèles serviteurs de la bourgeoisie ou leurs semblables du BIT qui mettront fin au travail des enfants. Ceux-là sont

tout juste payés pour servir les intérêts de la bourgeoisie, rien de plus. Il ne serait d'ailleurs même pas surprenant ni étonnant que Niamkey et ses semblables emploient eux-mêmes des "petites bonnes" dans leurs maisons.

20% des enfants en Côte d'Ivoire sont exploités, disent-ils eux-mêmes! Qu'ils nous expliquent, pourquoi? Pourquoi ce chiffre va en s'augmentant? Pourquoi la scolarité n'est-elle pas gratuite dans ce pays? N'est-ce pas pourtant un des premiers droits d'un enfant? Alors, qui en sont les responsables? Les parents? Oh, que non! L'éducation gratuite et obligatoire pour tous les enfants, les Niamkey n'en parleront pas. Les leurs bénéficient d'une éducation à l'européenne. Le reste c'est affaire de dissertation.

Quand madame Bédié fait "don" de fournitures scolaires à 800 enfants, elle fait partie du même tableau que les Niamkey. 800 enfants, c'est quoi à côté des 57% d'analphabètes que compte ce pays? Sans parler que ce geste de madame Bédié n'est que calcul de politiciens intéressés.

Pour mettre fin au travail des enfants, il faudrait avant toute chose que les travailleurs bénéficient d'un revenu suffisant pour subvenir aux besoins vitaux de toute la famille. Il faudrait qu'il y ait du travail pour tous. Il faudrait la santé et l'éducation pour tous.

Mais pour cela, les travailleurs ne doivent compter que sur leur propre force; leur propre capacité de défendre leurs intérêts face à leurs ennemis de classe.

---

**L E U R S O C I E T E**


---

**EXCISIONS, MARIAGES FORCÉS :  
IL FAUT QUE CES PRATIQUES  
D'UN AUTRE AGE CESSENT**

Une jeune fille de 15 ans, Fanta Keita est actuellement incarcérée à la MACA. Elle est accusée du meurtre de son conjoint, un adulte que ses parents l'ont contrainte d'épouser en échange d'une dot. Fanta subissait des brimades et des mauvais traitements de l'homme et de sa famille. Elle a même dû s'enfuir de la maison de son mari pour retourner chez ses parents, mais l'homme la récupérait à chaque fois.

Ce que Fanta a subi n'est malheureusement pas un cas isolé dans ce pays et plus généralement dans tout le continent. Au-delà de ce fait divers courant, se pose le problème de ces soi-disant "valeurs traditionnelles" auxquelles sont soumises les jeunes filles souvent mineures ou adolescentes.

Analphabétisme, excision, mariages forcés, soumission, polygamie, tel est le lot quotidien de nombreuses Fanta. Nous sommes à la veille de l'an 2000 dans un pays qui se vante d'être moderne. Il est inadmissible que de nos jours la société accepte que les femmes continuent à être reléguées au rang de bêtes ou d'esclaves selon le bon vouloir des hommes fussent-ils leurs maris.

L'oppression de la femme est la conséquence directe de l'exploitation de l'homme par l'homme. L'émancipation de la femme n'est pas seulement une affaire de femmes. C'est l'affaire de tous ceux qui sont victimes de l'exploitation capitaliste, en premier lieu la classe ouvrière.

**"BEDIE EN GUERRE CONTRE  
LA FAIM ET LA MALNUTRITION" :  
LA BELLE FARCE!**

On en rirait peut-être si c'était une pièce de théâtre ou un film d'humour. Mais il ne s'agit ni de l'un ni de l'autre. Pendant qu'on nous rabâche

dans les journaux des titres du genre: "Bédié en guerre contre la faim et la malnutrition"; "Bédié sensibilise le monde"; "Bédié, avocat des pays

---

# L E U R S O C I E T E

---

démunis"; "La Côte d'Ivoire, grenier de la sous-région", etc, on apprend dans le même temps qu'un ouvrier qui travaillait depuis dix ans à "l'Institut des savanes" (IDESSA), (probablement une société d'Etat) touchait 16.640f par mois. Mieux encore: quand Dian Bi Tah Florentin et 23 de ses camarades de travail ont voulu réclamer une meilleure rémunération de leur travail, ils ont été purement et simplement mis à la porte. Oui, les travailleurs de ce pays, même quand ils travaillent, ils ne gagnent pas un revenu qui puisse leur permettre de nourrir convenablement leur famille.

Bédié et sa bourgeoisie participent activement à l'aggravation des conditions de vie de la classe pauvre pour que les riches s'enrichissent encore plus.

Pendant que Bédié fait son beau discours, il envoie ses loubards et sa flicaille casser les étalages des petites gens qui se débrouillent pour ne pas mourir de faim. Il ne se contente

d'ailleurs pas de leur enlever leur pain de la bouche. Il envoie même ses bulldozers casser les quartiers des travailleurs pour ne pas polluer les yeux des riches de cette misère dont eux mêmes en sont les responsables. Voilà la belle réalité! Mais celle-là, il vaut mieux la cacher!

"Bédié, avocat des pays démunis"? Des riches des pays démunis, certainement! Car dans ce pays "démunis" il y en a qui sont moins démunis que d'autres. Il y en a même qui roulent dans l'or, et ils sont quelques milliers dans ce pays. Et cette richesse, ils l'amassent chaque jour en exploitant féroce-ment la classe ouvrière et la paysannerie pauvre.

La Côte d'Ivoire est peut-être "le grenier de la sous-région". Mais la clé et la répartition du contenu de ce grenier est détenu par les riches. Il est grand temps que les travailleurs s'organisent pour le leur arracher, pour mieux organiser la répartition.

## ATTIECOUBE : 10 MORTS DE DIARRHÉE

C'est l'information qu'à rapporté il y a quelques jours un des quotidiens qui paraît à Abidjan. De quoi ces gens sont-ils morts? Du Choléra? D'une consommation d'eau non potable? D'aliment avarié? Le pouvoir public ainsi que les journalistes ne manquent certainement pas

d'explication,

et surtout de bla-bla, sur l'origine de la mort de ces pauvres gens. Mais peu nous importe leurs explications. Car, au font, quoi qu'ils puissent dire, ces malheureux n'ont été durant toute leur vie que des

## L E U R S O C I E T E

victimes de ce système économique pourri. La mort violente qu'ils ont connue n'est que le reflet de cette société violente et barbare.

On en est à mourir d'une diarrhée en plein Abidjan! N'y a-t-il pas des médicaments pour y pallier? Bien sûr que si! Mais que vaut la vie de pauvres gens dans cette société injuste? Tant que les riches peuvent en tirer quelque chose en les exploitant, ça vaut un salaire -au moins de

quoi subvenir à ses besoins vitaux pour perpétuer l'exploitation. Mais tous ceux qui sont exclus du monde du travail ne valent à leurs yeux pas grand-chose.

Ces dix morts d'Attécoubé n'est qu'une illustration de cette société barbare. Des victimes du capitalisme, il y en a des milliers sous toutes les formes. Et il y en aura tant que les travailleurs n'y mettront pas fin!

### "LES POLICIERS NOUS ONT ESCROQUEES ET VIOLEES"

C'est le cri des femmes qui ont été raflées par les forces de l'ordre la nuit du 1er octobre. Plus de 80 personnes ont été ainsi embarquées par la police dont la moitié étaient des femmes. Elles n'ont été relâchées qu'après avoir versé 10.000f chacun. Les femmes ont été particulièrement brutalisées et certaines d'entre elles ont même été violées, comme l'a rapporté la presse. Tout ça est bien révoltant. Et la dictature que subit la population pauvre par les chiens armés au service des riches s'aggrave avec l'accentuation et la généralisation de la pauvreté dans ce pays.

Les travailleurs subissent doublement l'insécurité. D'abord par les bandits et les criminels qui attaquent et violentent sans mesure les quartiers pauvres. Et ensuite par les différentes

forces de l'ordre qui sont elles-mêmes une source d'insécurité pour les pauvres qui sont violés, tabassés, rackettés par celles-ci.

Ce genre d'opération lancée par le gouvernement n'est au mieux que poudre aux yeux pour faire croire qu'il lutte contre l'insécurité. En fait tout le monde sait qu'il n'en est rien. Bien au contraire. Sous prétexte de lutte contre le banditisme et l'insécurité, l'objectif des pouvoirs publics est de terroriser la population pauvre.

Les riches savent d'expérience que l'injustice criante que subit durement les pauvres ne saurait rester sans réaction de ces derniers. Un jour ou l'autre, d'une façon ou d'une autre, les pauvres crieront leur colère. L'histoire ne manque pas d'exemple de

---

# L E U R S O C I E T E

---

révolte de ce genre.

Alors, en lâchant leur chiens de garde dans les quartiers pauvres, les riches lancent en quelque sorte un avertissement de mise en garde aux pauvres.

Les travailleurs ne doivent

attendre de personne, ni des pouvoirs publics, ni des "dozos", pour les défendre. Tant qu'il en sera ainsi, les travailleurs resteront les victimes.

Pour les pauvres, il n'y a ni sauveur, ni César, ni Tribun!

**LA SORCELLERIE, LES PROPHETES GUERISSEURS,  
LES SECTES RELIGIEUSES, LES MEURTRES RITUELS,  
PROLIFERENT PAR CES TEMPS DE CRISE**

Des soulèvements populaires ont eu lieu au Nigéria pendant 3 jours. Les églises dites "de la Pentecôte" ont été incendiées par la foule et leurs dignitaires se sont enfuis.

En effet des cadavres d'enfants disparus y auraient été trouvés et auraient servi à des cérémonies de sacrifices rituels. De plus, ces églises sont soupçonnées d'avoir des liens avec des réseaux de proxénétisme et de trafic de drogue.

En Côte d'Ivoire cette secte religieuse ainsi que d'autres, semblent connaître un certain développement. Par exemple le cinéma Liberté d'Adjamé a été acheté et transformé en lieu de prière pour "l'Eglise Universelle". Cette église chrétienne créée au Brésil s'est implantée ici depuis l'année dernière. Et il n'y a pas que les églises qui se développent. Des tas de mystificateurs autoproclamés prophètes ou

guérisseurs prolifèrent, principalement dans les quartiers pauvres de la capitale ou à l'intérieur du pays. Les gens qui vont les voir sont souvent des gens qui ont perdu leur emploi ou qui n'en trouvent pas. Ce sont aussi des gens qui souffrent de maladies diverses et qui n'ont pas les moyens de consulter un médecin, de payer les analyses médicales et les ordonnances.

Bref il s'agit dans beaucoup de cas, de gens que cette société injuste a laissés sur le tapis dans une déchéance physique ou morale telle, qu'ils constituent des proies toutes désignées pour ces sortes de marchands de bonheur, de prophètes, prédicateurs et autres charlatans qui, eux, s'enrichissent sur leur dos. Cela n'est pas étonnant. Dans cette période de crise rampante du système capitaliste, de plus en plus de gens perdent leur emploi et basculent dans la

---

# L E U R S O C I E T E

---

détresse. C'est la porte ouverte au développement de l'alcoolisme, de la drogue, de la prostitution, ainsi que des pratiques religieuses diverses.

Il est urgent de mettre fin

à ce système capitaliste sénile, malade, qui du fait de son incapacité à assurer une sécurité d'existence, conduit des êtres humains vers toutes ces formes de pratiques nuisibles et rétrogrades.

---

## SELON QU'ON SOIT PUISSANT OU MISERABLE...

---

Il y a à un peu plus d'un mois et demi, un député RDR Coulibaly Adama était pris en flagrant délit dans une affaire de faux billets de banque. Il y en avait pour un milliard de francs en fausses coupures. Ce monsieur est en liberté.

Un journal a révélé, il y a plus d'une semaine, qu'un autre député a été épinglé par la police pour avoir acheté à un

gang un groupe électrogène dérobé dans une boulangerie. Monsieur le député connaissait l'origine frauduleuse de la marchandise mais refuse de la restituer. Lui aussi est en liberté.

Truands! Si vous n'avez pas envie de goûter aux charmes de la MACA, devenez député! De préférence sur une liste pro-gouvernementale.

**AFGHANISTAN :**  
**LES TALIBANS VEULENT INSTALLER**  
**UNE DICTATURE ISLAMISTE MOYENAGEUSE**

Après la prise de Kandahar, ancienne capitale royale, de Hérat et de Jellalabad, c'est la capitale Kaboul qui vient de tomber le 27 septembre dernier aux mains des "moines soldats" du mouvement réactionnaire

islamiste dirigé par le mollah Abdul Salam. Ils contrôlent ainsi les 2/3 de l'Afghanistan. Les troupes de guérilleros sont rentrés à Kaboul avec leurs chars et des matériels militaires lourds en pendant au

passage l'ancien président et ses hommes.

Le programme politique de ces bandes armées qu'on appelle les "Talibans", c'est la loi moyenâgeuse du coran qu'ils veulent faire appliquer par la force des armes. Grâce au soutien des Etats-Unis qui sont en réalité derrière le Pakistan qui les aide militairement, les talibans sont parvenus à imposer l'ordre islamique dans la partie du territoire tombé entre leurs mains: interdiction aux femmes de sortir dévoilées dans la rue, d'aller travailler; pour celles qui sont fonctionnaires, elles sont "invitées" à rester à la maison. Quant aux hommes, ils ont quelques jours pour laisser pousser leur barbe; ils doivent sortir la tête entourée de turban ou du calot islamique; le port de pantalon est interdit.

Vendredi, jour de prière, les Talibans ont obligé les populations à sortir pour aller à la mosquée. Ceux qui osent s'y soustraire sont punis publiquement. La loi de la charia est appliquée dans son intégralité: on ampute le bras aux voleurs, on bastonne les couples adultères. De même, selon cette loi réactionnaire, les écoles des filles sont fermées, les matières scientifiques, rayées du programme scolaire, ainsi que les langues étrangères comme l'anglais.

En plein 20 ème siècle, voilà un régime qui traite les femmes comme des esclaves, bonnes à rester au foyer. C'est révoltant. Mais les conséquences immédiates de cette politique rétrograde ne tardent pas à se manifester. La maternité et

l'hôpital sont bloqués par manque de mains d'oeuvre féminine. Le nouveau régime, contraint, est obligé de faire appel à des sages femmes et infirmières pour débloquer la situation. Une école où la majorité des enseignants sont des femmes, ne fonctionne pas non plus. Là aussi, il sera obligé de compter avec les femmes.

C'est surtout la petite bourgeoisie qui ressent -à juste raison- ces mesures comme une atteinte à ses libertés. Les femmes et les filles du prolétariat et des paysans pauvres n'avaient déjà de toute façon aucun accès à l'enseignement ni à des postes utiles pour la société et intéressants pour celles qui les occupent.

Mais si les Talibans parvenaient à consolider leur pouvoir la dictature pèsera quand même, surtout, sur les classes populaires. Ceux qui ont de l'argent trouvent plus facilement des accommodements avec les lois, même celles de la dictature. Et les femmes de la bourgeoisie auront, au moins, la possibilité d'émigrer. Mais pas les femmes du peuple. L'Afghanistan était déjà une dictature. L'aspect dictatorial sera encore plus aggravé par les Talibans, car, à la dictature de la soldatesque s'ajoute le contrôle de la population, de sa vie quotidienne. Et, au fond, toute cette dictature au nom d'idées moyenâgeuses, c'est simplement pour permettre à cette puissance impérialiste "moderne" que sont les Etats-Unis et leurs alliés, les Pakistanais et les Saoudiens, de contrôler la route du pétrole.

\* \* \* \* \*

## CE QUE NOUS VOULONS

### Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

*les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :*

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.